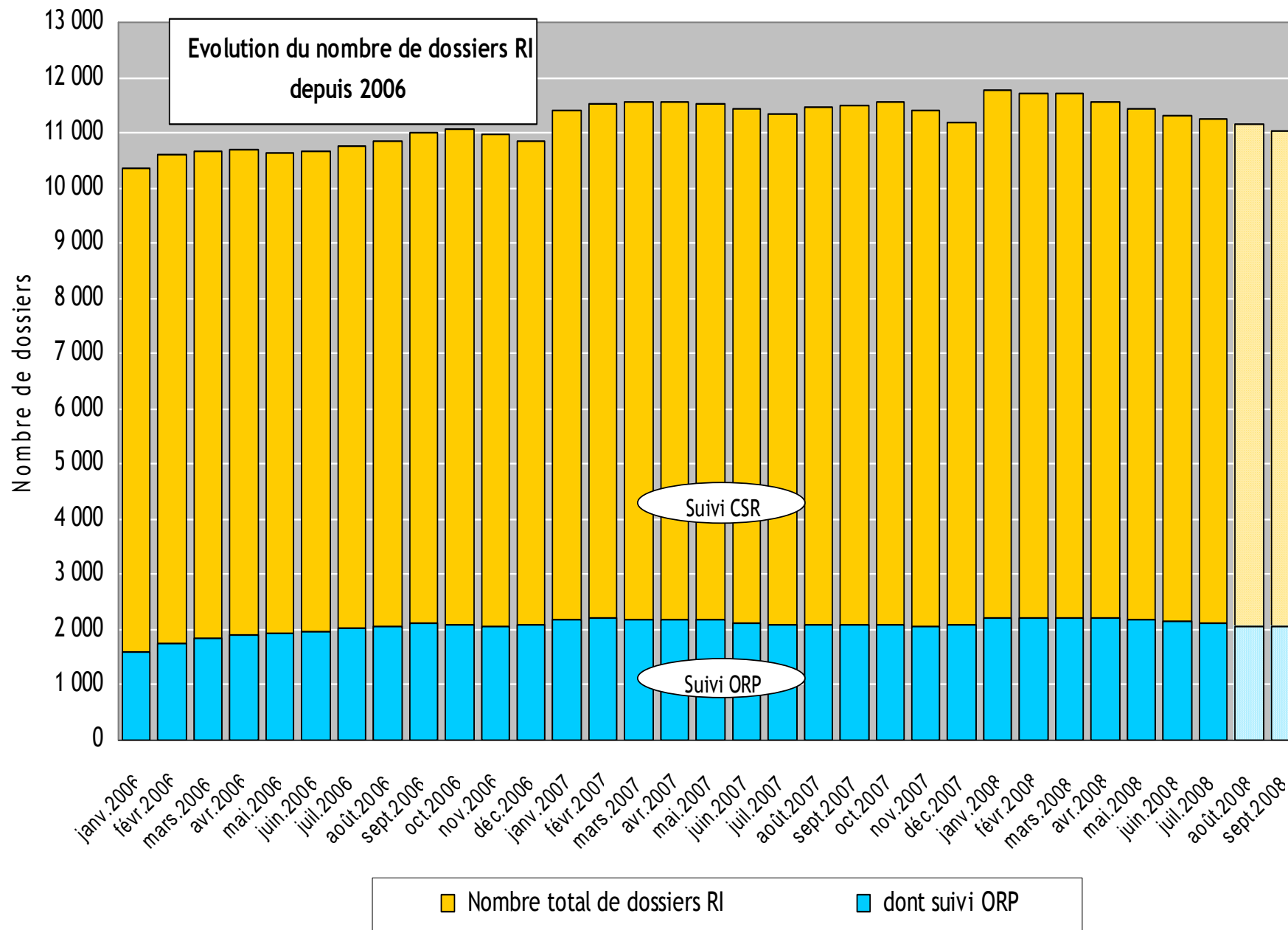




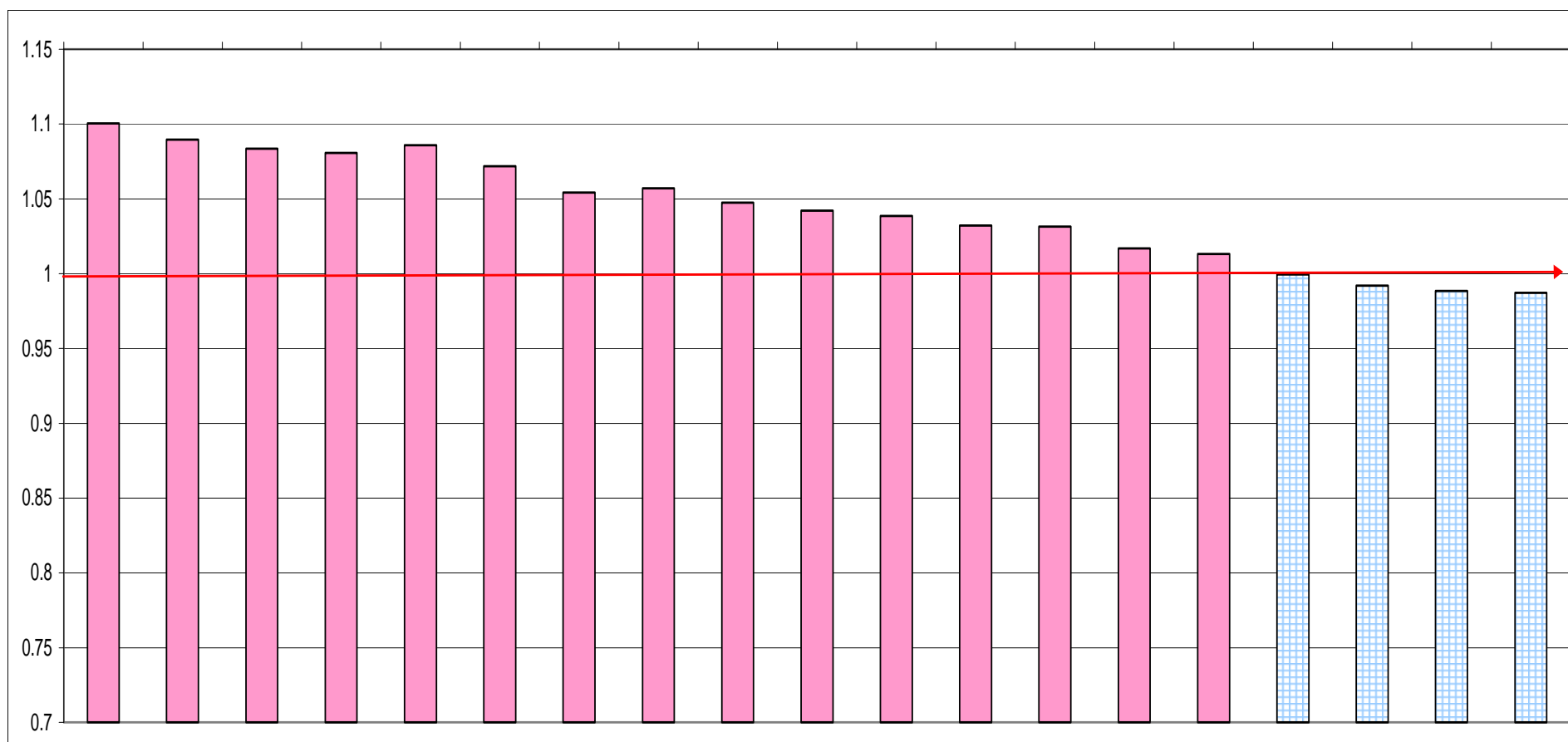
Revenu d'insertion : bilan 2008

Conférence de presse
27 octobre 2008



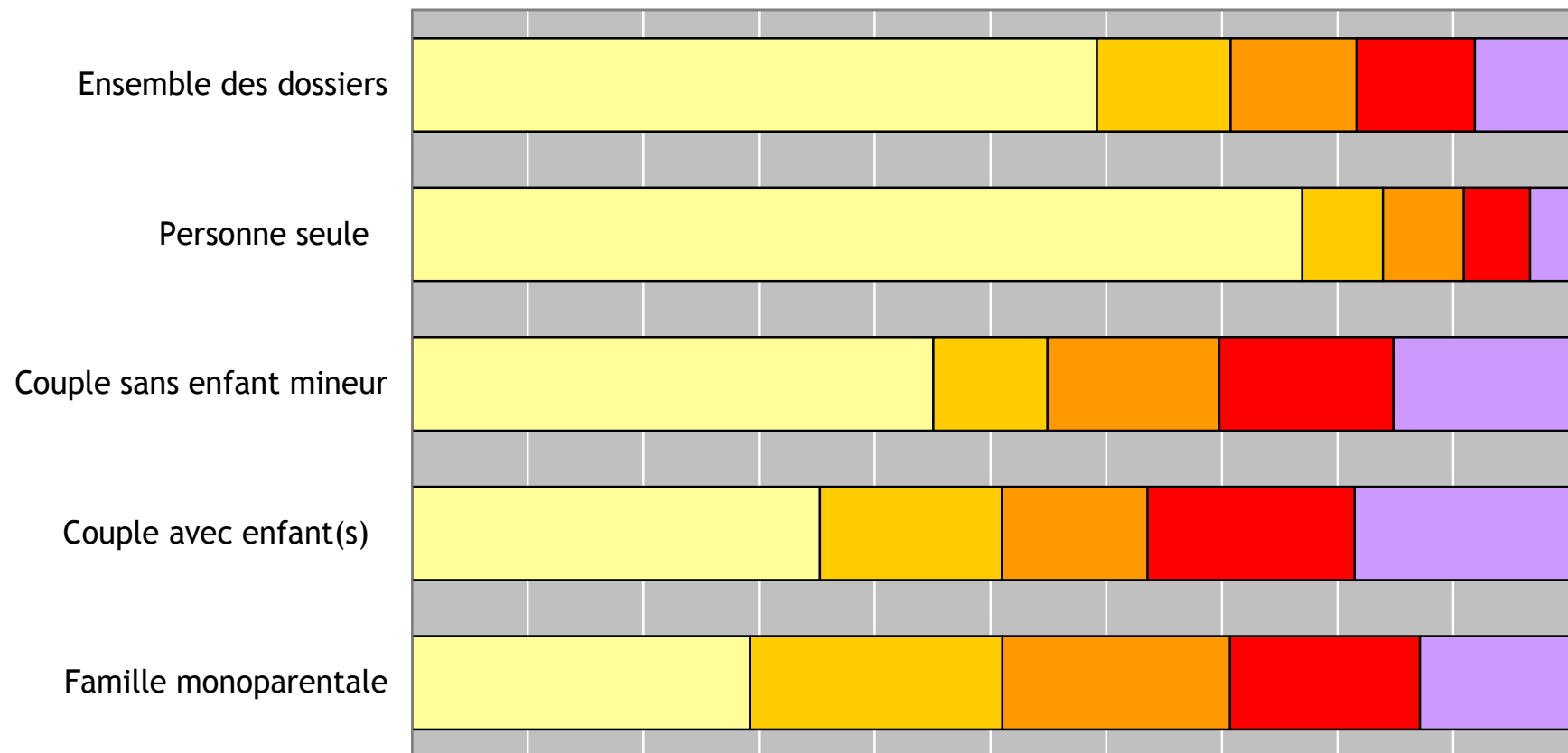
Comparaison de l'évolution mensuelle des dossiers RI par rapport à l'année précédente

	janv. 07 / janv. 06	févr. 07 / févr. 06	mars 07/ mars 06	avr. 07 / avr. 06	mai 07 / mai 06	juin 07 / juin 06	juil. 07 / juil. 06	août 07 / août 06	sept. 07 / sept. 06	oct. 07 / oct. 06	nov. 07 / nov. 06	déc. 07 / déc. 06	janv. 08 / janv. 07	févr. 08 / févr. 07	mars 08/ mars 07	avr. 08 / avr. 07	mai 08 / mai 07	juin 08 / juin 07	juillet 08 / juillet 07
TOTAL AA	110.05%	108.95%	108.35%	108.08%	108.57%	107.18%	105.43%	105.69%	104.74%	104.21%	103.87%	103.22%	103.15%	101.67%	101.30%	99.94%	99.20%	98.84%	98.72%

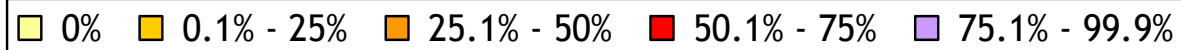


Couverture du besoin par d'autres ressources que le RI, par type de ménage (avril 2008)

Dossiers : 0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%

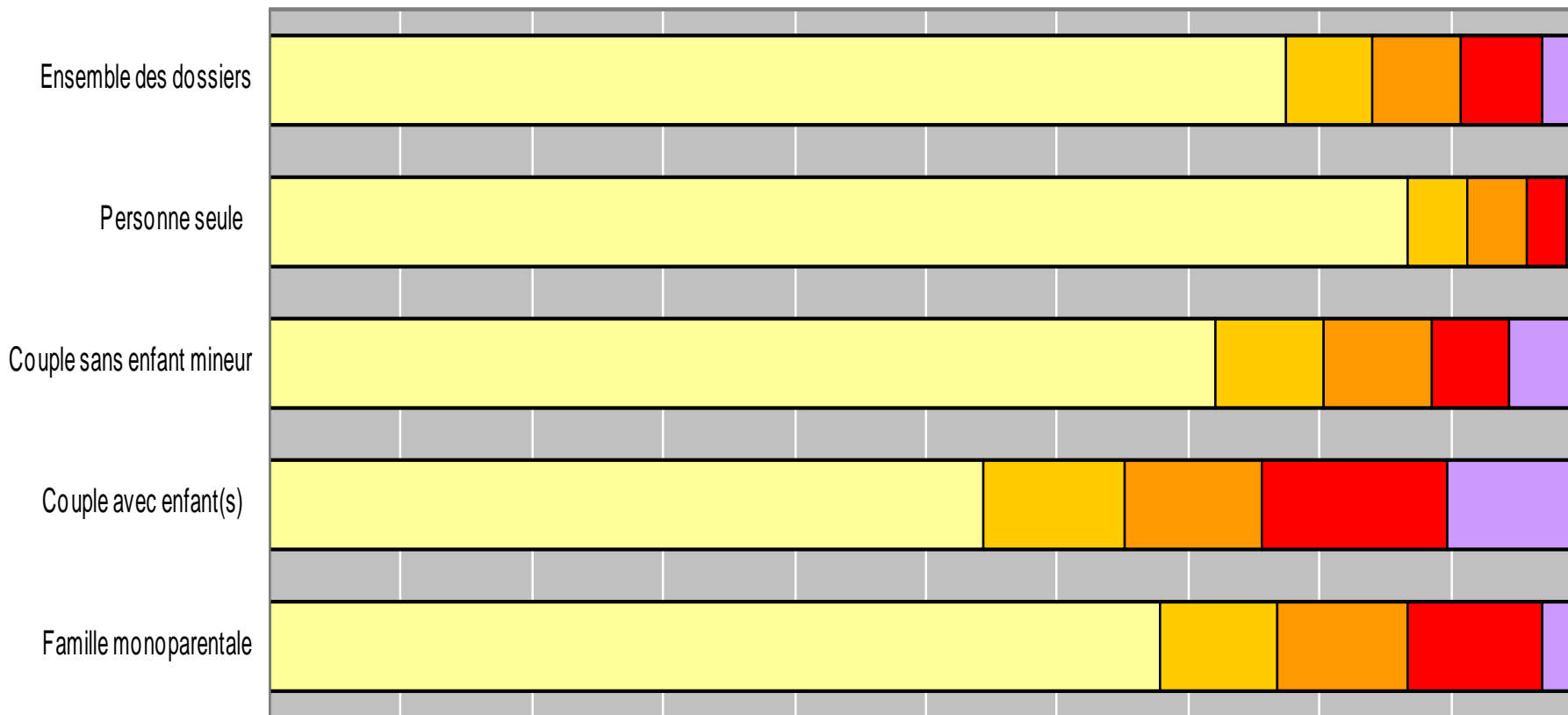


Couverture du besoin :

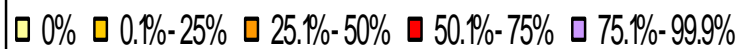


Couverture du besoin par le revenu d'une activité lucrative, par type de ménage (avril 2008)

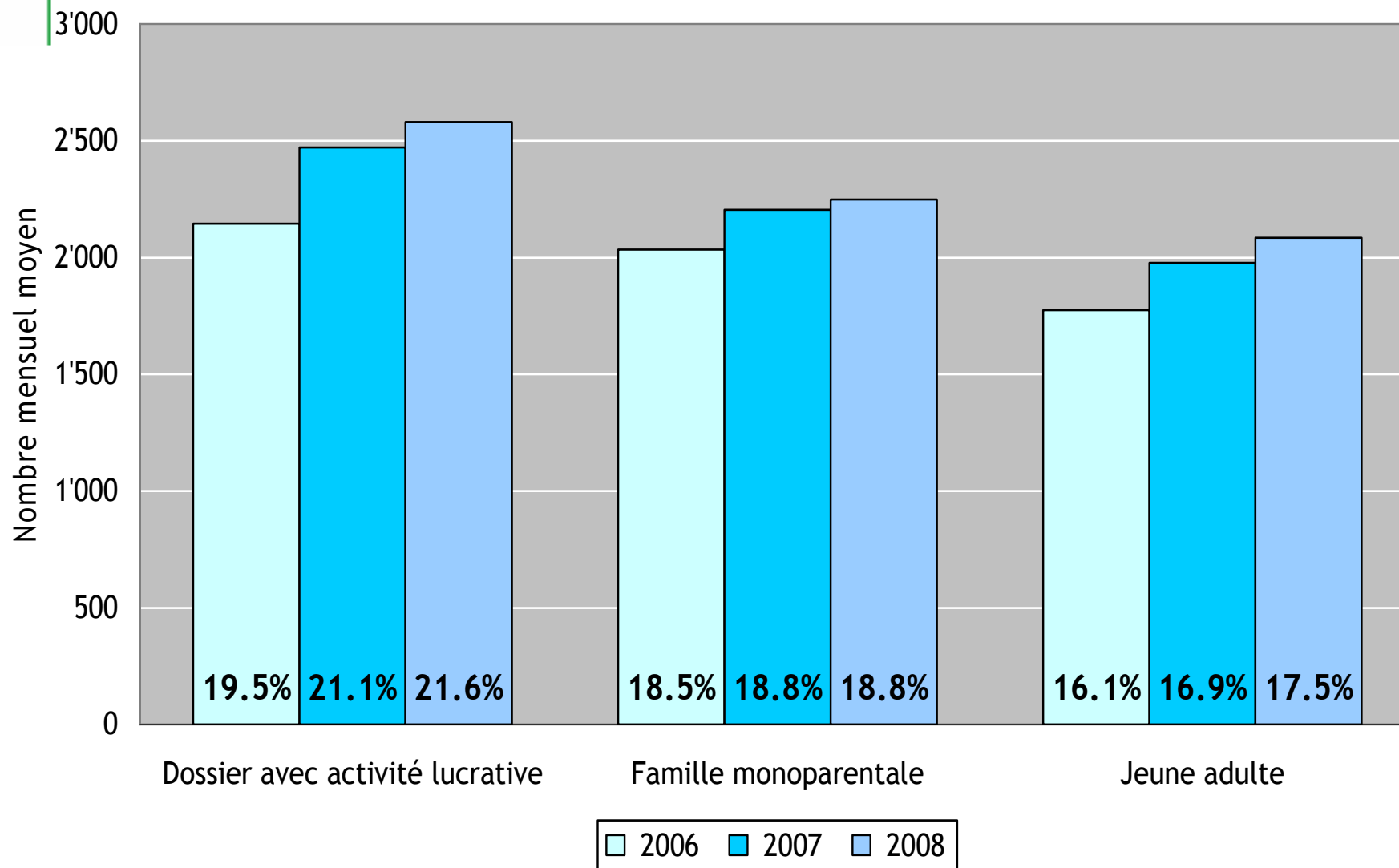
Dossiers : 0% 10% 20% 30% 40% 50% 60% 70% 80% 90% 100%



Couverture du besoin :



Nombre mensuel moyen et proportion mensuelle moyenne de dossiers RI : avec activité lucrative / adultes avec mineurs / jeunes adultes, 2006 - 2008



Evolution du budget RI et crédit supplémentaire 2008

Pour la première fois, les dépenses du RI 2008 seront inférieures aux dépenses 2007 :

- Dépenses 2007 : 232 mios
- **Dépenses 2008 (projection sur l'année) : 227.8 mios**

Cette baisse impacte les comptes 2008 et permet de réduire le crédit supplémentaire à 5 millions, alors qu'il se montait à 26 millions en 2007.

Des objectifs 2008 fixés par le Conseil d'Etat

Mettre à profit l'opportunité conjoncturelle de faire baisser le nombre de personnes au RI par :

- un renforcement de l'insertion sociale et professionnelle avec maintien des normes d'assistance.
- l'introduction de mesures organisationnelles et légales

Insertion socio-professionnelle

- Objectifs donnés par le Conseil d'Etat pour l'envoi de bénéficiaires du RI vers les ORP et le placement par ceux-ci
- Analyse des dossiers des CSR et orientations supplémentaires vers les ORP. 1'520 personnes orientées entre janvier et septembre
- Test de nouveaux processus de collaboration CSR – ORP avec l'appui de l'UCA (Unité de Conseil et d'appui de l'ACV)

Insertion socio-professionnelle

- Octroi de 1'120 mesures d'insertion sociale depuis janvier, dont une part importante aux jeunes adultes
- Lancement d'une 3^e volée FORJAD, portant à 410 le nombre de jeunes suivant ce programme
- Augmentation du budget global 2009 des mesures d'insertion sociales à 12.4 mio (9.6 mio en 2008)
- Projet d'un nouveau programme d'activation des jeunes au RI offrant des pré-stages de formation

Insertion professionnelle

- Plus de 2'500 bénéficiaires RI sont inscrits auprès d'un ORP
- Durant les 10 premiers mois de l'année, plus de 25'000 entretiens de suivi et de conseil ont été réalisés
- 24 millions sont mis à disposition des mesures d'insertion professionnelle en faveur des bénéficiaires RI inscrits à l'ORP

Mesures professionnelles spécifiques RI

- Plus de 600 personnes par mois participent à une mesure d'insertion professionnelle
- Diverses mesures intensives et de longue durée destinées aux bénéficiaires RI ont été développées
- Une nouvelle mesure individualisée de coaching professionnel est en cours de développement pour compléter l'offre

Placements réalisés par les ORP

- 994 bénéficiaires RI suivis par les ORP ont retrouvé un emploi
- L'objectif fixé par le Conseil d'Etat est largement atteint, à savoir 800 placements en 2008
- l'intensification du suivi par les ORP et les CSR, l'octroi de mesures ainsi qu'une conjoncture favorable ont permis l'atteinte de cet objectif

Autres mesures d'accompagnement, organisationnelles et légales

Transfert de la compétence de sanction

- Dès le 1er novembre, les ORP auront la compétence de prononcer les sanctions notamment en cas de:
 - absence à un rendez-vous fixé par l'ORP
 - recherches d'emploi insuffisantes
 - refus de participer à une mesure d'insertion
 - refus de prendre un emploi
- Cette nouvelle organisation renforce la cohérence du travail des conseillers ORP et doit, à terme, contribuer à diminuer le nombre de manquements

Autres mesures d'accompagnement, organisationnelles et légales

- Renforcement de l'application du principe de subsidiarité avec le régime des PC.
Suppression du revenu hypothétique pour 103 dossiers RI et passage au régime PC
- Anticipation du droit à la retraite pour 64 dossiers et examen de l'opportunité d'une demande par 129 autres personnes

Autres mesures d'accompagnement, organisationnelles et légales

- Réorganisation de la répartition des tâches administratives des CSR entre assistants sociaux et collaborateurs administratifs
- Amélioration de l'accès aux données informatiques d'autres services de l'ACV pour les enquêteurs et les autorités d'application du RI
- Application de l'Accord Confédération-CE sur la libre circulation des personnes excluant du RI les demandeurs d'emploi communautaires (révision légale en cours)